

1375, boul. St. Laurent Blvd., Ottawa, ON K1G 0Z7

Tel./Tél. : (613) 237-1590 Fax/Télec. : (613) 237-5508 Toll free/Sans frais : (844) 237-1590

cupemail@cupe.ca/courriel@scfp.ca – cupe.ca/scfp.ca

RAPPORT DE LA SECRÉTAIRE-TRÉSORIÈRE NATIONALE AU

CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL

Ottawa, Ontario

Du 22 au 24 septembre 2026

Consœurs, confrères et amis,

Les derniers mois nous ont, une fois de plus, rappelé la force que nous procure le sentiment de faire partie de quelque chose de plus grand que nous-mêmes. Partout au pays, les membres du SCFP continuent de se mobiliser pour les travailleuses et travailleurs, les communautés et les services publics. Mais la force de notre syndicat ne réside pas seulement dans ce que nous faisons pour nos membres, ni même dans ce que nos sections locales accomplissent individuellement. Elle se manifeste aussi dans ce que nous sommes capables de réaliser ensemble, en tant que plus grand syndicat canadien et l'une des voix les plus fortes du mouvement syndical au pays.

Il y a une force particulière à se revendiquer membre du SCFP et à faire partie d'une section locale du SCFP. Notre nom porte en lui le poids de plus de 800 000 travailleuses et travailleurs solidaires; il donne à nos membres une voix qui résonne bien au-delà de leur lieu de travail. Cette force nous permet d'exercer une pression politique, de mobiliser tous les secteurs et l'ensemble du pays, de soutenir les travailleuses et travailleurs dont la lutte s'inscrit dans un combat plus vaste pour l'équité et la dignité au travail.

Il y a des défis qu'une section locale peut relever par elle-même, mais il y en a d'autres où il faut quelque chose de plus. Dans ces moments-là, les relations que nous avons tissées, l'expérience que nous partageons et l'exemple donné par les membres de notre syndicat peuvent faire la différence. Une lutte menée sur un lieu de travail donné peut être reprise par bien d'autres travailleuses et travailleurs. C'est ainsi qu'un mouvement gagne en force au fil du temps, en faisant front commun quand il le faut, et en sachant que la victoire d'une seule section locale peut servir d'assise à beaucoup d'autres.

MARK HANCOCK

National President/Président national

CANDACE RENNICK

National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorière nationale

DAWN BELLEROSE, PATRICK GLOUTNEY, SHERRY HILLIER, GINA MCKAY, KAREN RANALLETTA

General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

À une époque où les travailleuses et travailleurs doivent composer avec de plus en plus de pressions politiques et économiques, faire cavalier seul n'est jamais une position de force. L'incertitude engendrée par la conjoncture économique et les tensions politiques au-delà de nos frontières nous rappelle que les difficultés des travailleuses et travailleurs ne s'arrêtent pas toujours aux limites du lieu de travail ou à la frontière. Nous devons continuer à bâtir un syndicat où la force collective s'accompagne d'une volonté de l'exercer. Le SCFP est à son meilleur lorsque nous n'agissons pas comme des sections locales isolées face à des défis individuels, mais comme un mouvement uni autour d'un objectif commun, fort de son identité et de sa capacité à faire entendre sa voix.

Votes électroniques – Questions financières

Depuis sa dernière réunion en juin, le CEN a adopté les résolutions suivantes par vote électronique :

- Caisse nationale de grève : Autoriser une exception aux critères d'admissibilité du Règlement de la Caisse nationale de grève, permettant au SCFP 4386 – Travailleuses et travailleurs du Corner Brook Civic Centre – d'avoir accès à un soutien financier pour une campagne pour éviter une grève avant la tenue d'un vote de grève, à condition que tous les autres critères d'admissibilité soient respectés.
- Feux de forêt en Ontario : Autoriser des dons totalisant 50 000 \$ provenant du Fonds national d'aide aux sinistrés aux organismes suivants en réponse aux feux de forêt en Ontario :
 - Anishinabek Nation 7th Generation Charity – 30 000 \$
 - True Aid North – 10 000 \$
 - Mikinakoos Children's Fund – 10 000 \$
- Feux de forêt en Colombie-Britannique : Autoriser des dons totalisant 50 000 \$ provenant du Fonds national d'aide aux sinistrés au SCFP-C.-B. afin de bonifier ses dons en réponse aux feux de forêt en Colombie-Britannique :
 - United Way – 25 000 \$
 - Fonds d'aide aux personnes en difficulté du SCFP-BC – 25 000 \$

Visite de la ligne de piquetage du SCFP 2722 chez Oxfam

Le 26 juin, j'étais heureuse de me joindre aux 60 membres du SCFP 2722 chez Oxfam, en grève depuis le 11 juin. Si chaque grève est difficile, certaines le sont davantage que d'autres, et celle-ci revêtait une importance particulière. Il est difficile d'imaginer que les travailleuses et travailleurs d'un organisme dont la mission est si profondément ancrée dans l'équité entre les sexes, l'égalité économique et la dignité humaine aient à se mobiliser pour défendre ces mêmes principes au sein de leur milieu de travail. J'étais fière d'épauler les membres dévoués et passionnés du 2722 à Ottawa et de leur remettre un don de 10 000 \$ de la part de notre syndicat national. Leurs revendications s'appuient sur les mêmes valeurs qu'Oxfam défend dans le monde, ce qui rend d'autant plus incompréhensible cette incapacité à parvenir à un accord. Lorsqu'un organisme appelle le monde entier à croire en la dignité des travailleuses et travailleurs et en

l'importance de la justice économique, il est particulièrement douloureux de voir les membres de son personnel faire la grève pour enchâsser ces principes au sein même de celui-ci.

Rassemblement de solidarité avec nos membres chez Extendicare

Le 29 juin, la force de notre mouvement a eu l'occasion de briller lors d'un rassemblement de solidarité en appui à nos membres en négociation avec Extendicare. Huit sections locales du SCFP, représentant plus de 1 100 travailleuses et travailleurs des soins de longue durée partout en Ontario, unissent leurs forces à la table de négociation pour s'attaquer au manque chronique de personnel, aux bas salaires et aux avantages sociaux insuffisants qui minent leurs conditions de travail. Cette négociation coordonnée revêt une importance particulière puisque, par le passé, cette stratégie a donné le ton aux négociations dans l'ensemble du secteur. Nos membres ne se battent pas seulement pour améliorer leur propre sort; ils s'efforcent aussi d'empêcher les employeurs du secteur privé de baisser les salaires et de détériorer les conditions de travail dans l'ensemble du secteur des SLD, une tendance qui pourrait avoir des répercussions sur les travailleuses et travailleurs du secteur de toute la province. Le rassemblement du 29 juin, animé par la force et la solidarité des 800 000 membres du SCFP, a rappelé que ces travailleuses et travailleurs ne sont pas seuls. J'étais fière de me tenir à leurs côtés, ainsi qu'aux côtés de Marty Larocque, Dawn Bellerose et de Yollanda McClean, membres du Conseil exécutif national, pour soutenir celles et ceux qui se battent pour améliorer les conditions de travail et les soins de tout le monde.

Rassemblement du CSHO en appui aux PSSP

Le 8 juillet, je me suis jointe à nos membres qui travaillent comme préposées et préposés aux services de soutien à la personne (PSSP), ainsi qu'à d'autres travailleuses et travailleurs de la santé, lors d'un rassemblement devant le bureau de circonscription de Doug Ford. Dawn Bellerose et Michael Hurley, membres du Conseil exécutif national, étaient également à mes côtés. Cette activité visait à soutenir les PSSP qui réclament des changements auprès de l'Office de surveillance des fournisseurs de soins de santé et de soutien (OSFSSS). Pour de nombreuses PSSP qui comptent de nombreuses années de service, ce nouveau système de surveillance menace leur sécurité d'emploi. Il les obligerait à s'inscrire auprès d'un organisme qui pourrait leur imposer des mesures disciplinaires, y compris leur retirer le droit d'exercer leur métier, sans garanties procédurales adéquates ni véritable droit d'appel. Le SCFP a également fait part de ses vives préoccupations quant à l'absence de représentation des PSSP au sein du conseil d'administration de l'OSFSSS, d'autant plus que d'autres organismes de réglementation du secteur de la santé intègrent une représentation des travailleuses et travailleurs dans leur gouvernance. Ayant moi-même travaillé dans les soins de longue durée, j'étais fière de me tenir à leurs côtés pour faire passer ce message haut et fort : nous continuerons à nous battre pour un système qui respecte les PSSP et le travail essentiel qu'ils accomplissent au quotidien.

Manifestation silencieuse chez WestJet

Le 12 juillet, j'étais fière de me tenir aux côtés des membres du SCFP 8125, le personnel de cabine de WestJet, à l'aéroport international Pearson de Toronto. Leur silence en disait long, alors qu'elles et ils réclamaient le respect et un traitement équitable qu'elles et qu'ils méritent. Le personnel de cabine est au cœur de chaque compagnie aérienne, et l'attention, le dévouement et le professionnalisme dont elles et ils font preuve sont essentiels pour WestJet. Pourtant, et malgré l'énorme responsabilité qui leur incombe, elles et ils continuent de faire face à des salaires inéquitables et à du travail non payé. Leur message était clair : l'exploitation de leur travail doit cesser; elles et ils méritent d'être payés pour chaque minute passée au travail. Ce fut un important moment de solidarité et un signe de la détermination de ces travailleuses et travailleurs à lutter pour l'équité et la dignité au travail. J'étais ravie d'être à leurs côtés pendant qu'elles et qu'ils se préparaient à ce qui allait devenir un combat crucial pour leurs droits, un combat qui mobiliserait bientôt l'attention et la solidarité de l'ensemble des membres du SCFP à travers le pays.

Séance d'initiation du programme WILD

Le 12 juillet, j'ai eu le privilège d'accueillir chaleureusement la première cohorte de participantes au Programme de développement du leadership des femmes (WILD) du SCFP national. WILD est un programme féministe de leadership et de développement des compétences qui s'adresse aux femmes autochtones, noires et racisées, ainsi qu'aux membres non binaires. Il est fondé sur l'expérience vécue, l'apprentissage collectif et une vision durable et authentique du leadership. Le programme permet aux participantes de développer leur leadership féministe, leur capacité à réfléchir et à agir de façon stratégique, à communiquer avec assurance, à créer des liens et à oser prendre des risques. Accueillir cette première cohorte a été une belle occasion de reconnaître le leadership déjà bien présent dans notre mouvement et de soutenir le développement de dirigeantes créatives, courageuses et rassembleuses dont nous avons besoin pour bâtir un mouvement syndical plus fort et plus inclusif.

Le Conseil de la Fédération

Les 21 et 22 juillet, j'étais à Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard, avec Mark et aux côtés des vice-présidentes générales Karen Ranalletta, Gina McKay, Dawn Bellerose et Sherry Hillier, ainsi que des vice-présidentes régionales Ashley Clark et Iris Lloyd et des vice-présidents régionaux Alan Linkletter et Michael Hurley, pour la réunion du Conseil de la Fédération où se rencontrent les premières et premiers ministres du pays. Le Conseil exécutif national du SCFP était sur place pour veiller à ce que la qualité des services publics reste au cœur des débats sur les plus importants enjeux auxquels sont confrontés les Canadiennes et les Canadiens.

Les soins de santé ont fait l'objet d'une attention particulière, alors que la privatisation continue de s'immiscer dans les systèmes de santé de tout le pays. J'ai participé au déjeuner organisé par le Syndicat des infirmières et infirmiers, aux côtés de tous les premiers ministres présents, au cours duquel nous avons entendu une excellente allocution de Jim Stanford. Nous étions là pour faire passer un message clair : on ne devrait jamais accepter un système de santé à deux vitesses à l'américaine, où l'accès

aux soins dépend de la capacité à payer. Durant notre séjour à Charlottetown, nous avons également participé à des activités de sensibilisation et rencontré des leaders du mouvement syndical et des personnes élues pour discuter des enjeux importants pour nos membres et nos communautés, à savoir les soins de santé, les services éducatifs à l'enfance et l'enseignement postsecondaire. C'était une occasion importante de porter directement la voix des travailleuses et travailleurs du secteur public au cœur des discussions et de rappeler aux premières et premiers ministres que des services publics forts sont indispensables pour bâtir des communautés saines et équitables.

Grève chez WestJet

Au cours de la fin de semaine du 31 juillet au 3 août, les membres du SCFP 8125 ont démontré que la négociation collective fonctionne lorsque les gouvernements n'interviennent pas. Nos membres ont également démontré que la grève n'est pas un échec de la négociation collective, mais un outil essentiel du processus, dont les travailleuses et travailleurs peuvent se servir lorsqu'ils sont prêts à s'unir et à se battre pour une convention collective équitable.

J'étais extrêmement fière d'être à Calgary avec le comité de négociation, ainsi qu'aux côtés des agentes et agents de bord de WestJet sur la ligne de piquetage le 2 août. Partout au pays, les lignes de piquetage ont été fortes, déterminées et débordantes d'énergie positive. Manifestement, nos membres comprenaient la force de l'unité.

Félicitations aux membres de notre personnel, au comité de négociation et à notre Division du transport aérien. Grâce à votre travail acharné au cours des dernières années, le travail non rémunéré disparaît progressivement dans le secteur du transport aérien. C'est une réussite majeure et historique, et vous pouvez en être fiers.

Cette victoire nous rappelle que l'action collective porte ses fruits, que la solidarité est essentielle et que, lorsqu'unis, les travailleuses et travailleurs peuvent obtenir des changements concrets.

Barbecue du SCFP à l'Île-du-Prince-Édouard

Le samedi 8 août, j'ai passé une journée mémorable avec notre famille du SCFP au barbecue de l'Île-du-Prince-Édouard ! Je me suis prêtée au jeu du bassin-trempe aux côtés de la vice-présidente régionale Ashley Clark. L'eau était froide, et j'ai fait bien des éclaboussures, mais ça valait la peine d'être trempée pour aider à récolter la somme incroyable de 15 500 \$ au profit du Fonds d'aide aux sinistrés du SCFP, d'autant plus que cet été encore, des incendies de forêt ont touché des communautés dans plusieurs régions du pays. Un grand merci à toutes celles et à tous ceux qui ont contribué à faire de cette journée un succès. Quand le SCFP se mobilise, il sait s'amuser, se mouiller et obtenir des résultats concrets pour les travailleuses, travailleurs et nos communautés.

Salutations solidaires à la section locale 1090 d'Unifor

Le 11 août, j'ai eu le privilège de me rendre sur la ligne de piquetage du Pickering Casino Resort afin de transmettre, au nom du SCFP, nos salutations solidaires aux quelque 900 membres en grève de la section locale 1090 d'Unifor, qui représentent

les travailleuses et travailleurs du Pickering Casino Resort et du Casino Ajax. Le SCFP est fier de se tenir aux côtés de la section locale 1090 d'Unifor et de l'ensemble des travailleuses et travailleurs des casinos en grève. Leur lutte pour l'équité et le respect au travail est une lutte que nous partageons toutes et tous. Nous continuerons d'être solidaires des travailleuses et travailleurs qui se battent pour de meilleures conditions.

Visite de l'Institut psychiatrique Philippe-Pinel

Le lundi 24 août, j'ai eu l'immense privilège de rendre visite aux membres du SCFP 2960 à l'Institut national de psychiatrie légale Philippe-Pinel de Montréal, en compagnie du vice-président général Patrick Gloutney, de la vice-présidente régionale Fanny Demontigny et du vice-président régional Hugo Tessier.

L'Institut a un mandat unique et complexe, à la croisée des soins psychiatriques et du système de justice. Le travail accompli par les membres du SCFP dans ce milieu est extrêmement important, tout à fait particulier et souvent exigeant. Ce fut un réel plaisir de passer la matinée à en apprendre davantage sur l'Institut et à entendre nos membres parler directement de leur travail et de leurs expériences. Nous avons visité certains des espaces communs, fait une visite plus approfondie de l'unité fédérale pour femmes et partagé un repas ensemble.

Merci à toutes celles et à tous ceux qui ont pris le temps de nous accueillir, de partager leurs points de vue et de parler de l'important travail qu'elles et qu'ils accomplissent chaque jour. Des visites comme celle-ci nous rappellent à quel point la force de notre syndicat tient au dévouement, à la solidarité et au professionnalisme.

Tournoi de golf caritatif du SCFP-Québec

Le 25 août, j'étais au tournoi de golf du SCFP-Québec pour accueillir les golfeuses et golfeurs à leur arrivée et coparrainer un concours amical de putting, aux côtés de Patrick Gloutney, notre vice-président général représentant le Québec. Ce fut une excellente occasion de rencontrer plus de 315 membres du SCFP de toute la province. Le tournoi a permis de récolter 50 000 \$ pour des refuges pour survivantes de violence conjugale, ce qui en a fait un grand événement de mobilisation autour d'une cause importante. Ce fut également un plaisir de revoir mon bon ami Charles Fleury et de ressentir l'énergie formidable de cette journée.

Groupe de travail sur les procès

Le 27 août, mon bureau était représenté à la première réunion du Groupe de travail sur les procès, mis sur pied à la suite d'une résolution adoptée lors du dernier congrès national. Ce groupe de travail a pour mission d'examiner notre procédure de procès, puis de proposer des modifications par le biais de résolutions qui seront présentées au congrès national de 2027. Il est important que nos processus évoluent. Notre procédure de procès a été revue en profondeur en 2019 en réponse aux préoccupations soulevées par nos sections locales. Maintenant que le nouveau processus est en place depuis plusieurs années, le moment est venu d'évaluer ce qui fonctionne bien et ce qui mérite des rajustements. Ces travaux nous permettront de relever de nouveaux défis et de mieux tirer parti des processus et des ressources que nous avons mis en place

depuis la dernière réforme. J'ai hâte de m'attaquer aux travaux importants qui nous attendent et de voir les recommandations qui en découleront.

Célébration de la fête du Travail

Le 7 septembre, je me suis joint à des milliers de travailleuses et travailleurs et de militantes et militants syndicaux à Toronto pour célébrer la fête du Travail et constater, encore une fois, que la force du mouvement syndical repose sur notre solidarité et notre volonté de faire front commun. J'ai également participé, aux côtés d'Avi Lewis et de militantes et militants du NPD, au lancement de la campagne pour le droit de grève, qui réclame l'abrogation de l'article 107 du *Code canadien du travail*. Cet article est de plus en plus utilisé par le gouvernement fédéral pour s'ingérer dans la négociation collective libre et équitable et pour restreindre la capacité des travailleuses et des travailleurs à exercer leur droit de grève.

Le droit de grève est une composante fondamentale de la négociation collective et l'un des piliers du pouvoir des travailleuses et travailleurs. Lorsque les gouvernements peuvent intervenir pour réduire les travailleuses et travailleurs au silence et les forcer à retourner au travail, l'équilibre à la table de négociation est compromis et les employeurs ont moins d'intérêt à négocier une entente équitable. À l'occasion de la fête du Travail, nous avons célébré les victoires remportées par des générations de travailleuses et travailleurs, tout en renouvelant notre engagement à défendre les droits pour lesquels nous nous sommes battus si durement. Le message est clair : les travailleuses et travailleurs méritent de pouvoir compter sur des syndicats forts et d'avoir la liberté de faire front commun pour se battre en faveur d'un avenir meilleur.

Groupe de travail sur la gouvernance

Lors de notre congrès national de l'an dernier, les personnes déléguées ont adopté une résolution visant à créer un groupe de travail sur la gouvernance chargé d'examiner la structure de notre syndicat et de veiller à ce qu'elle continue de répondre aux besoins de nos membres, dont le nombre ne cesse de croître et dont les attentes évoluent. Depuis sa création en 1963, notre syndicat n'a cessé d'adapter et de renforcer ses structures. Ce nouveau processus nous permettra de réfléchir aux meilleurs moyens de soutenir nos membres, nos travaux et nos objectifs. Ces débats ont débuté les 9 et 10 septembre, à Toronto. J'ai été ravie de voir autant de personnes réfléchies et engagées se réunir pour partager leurs idées et leurs points de vue. Il ne fait aucun doute que nous sommes confrontés à des défis de taille, tant dans les négociations que dans un contexte politique de plus en plus difficile. Notre structure de gouvernance doit poursuivre son évolution afin de soutenir les objectifs ambitieux de nos membres. Je me réjouis de poursuivre ces travaux importants avec le groupe de travail et de contribuer à planifier l'avenir de notre syndicat.

Réunions des secrétaires-trésorières et secrétaires-trésoriers des divisions

Le 10 septembre, mon bureau a tenu sa rencontre trimestrielle avec les secrétaires-trésorières et secrétaires-trésoriers de nos divisions. Cette rencontre permet aux trésorières et trésoriers des divisions de se réunir, d'échanger des conseils et de poser leurs questions au bureau de la trésorerie nationale. Il s'agissait de la troisième rencontre de ce type cette année, et je suis heureuse de continuer à offrir un espace propice à ces échanges et discussions.

Conférence Finances sen\$ées

Du 11 au 13 septembre, mon bureau a accueilli la conférence Finances sen\$ées au Centre des congrès RBC de Winnipeg, avec le soutien des présidentes et présidents des divisions des Prairies. Cette conférence de trois jours a réuni des personnes trésorières, syndics et autres membres des comités exécutifs de sections locales de tout le pays autour d'un programme captivant composé d'exposés spécialisés et d'ateliers. Les personnes participantes y ont acquis des connaissances, des compétences et la confiance nécessaires pour prendre des décisions financières éclairées et exercer efficacement leur rôle au sein de leur section locale. Ce fut un plaisir de rencontrer autant de personnes dévouées. J'étais très fière du travail accompli pour assurer le succès de cette conférence et de l'occasion qu'elle offrait de développer et de consolider les compétences des agentes et agents financiers pour servir leur section locale avec assurance et efficacité.

Service commémoratif de Gord Delbridge

Lors de mon passage à Winnipeg, j'ai eu l'occasion d'assister au service commémoratif de Gord Delbridge, un dirigeant syndical respecté et une force en faveur des travailleuses, des travailleurs et des services publics. Gord a été élu président de la section locale 500 du SCFP en 2015, représentant environ 5 000 membres du SCFP travaillant pour la Ville de Winnipeg. En 2016, il s'est joint au Conseil exécutif national à titre de vice-président régional pour le Manitoba. Il a par la suite occupé les fonctions de vice-président et de président par intérim du SCFP Manitoba. Tout au long de son parcours syndical, Gord a été un ardent défenseur de ses membres et des services publics sur lesquels les familles de Winnipeg comptent au quotidien.

Gord laisse derrière lui un héritage remarquable au sein du SCFP et du mouvement syndical manitobain. Il manquera profondément à sa famille syndicale, à ses ami(e)s et à ses collègues, ainsi qu'à toutes les personnes qui ont eu le privilège de travailler à ses côtés. Mes pensées et mes plus sincères condoléances accompagnent sa famille, ses proches, ses ami(e)s et ses collègues en cette période difficile. Son engagement envers les travailleuses et travailleurs et les services publics ne sera jamais oublié.

Conférence La Riposte de l'ISP

Les 16 et 17 septembre, j'ai eu le privilège d'être à Madrid pour la conférence mondiale « La Riposte » de l'Internationale des services publics. Face à la montée de l'extrême droite et des gouvernements autoritaires, à l'incertitude économique et aux pressions croissantes exercées sur la négociation collective, il est plus important que jamais de

faire preuve d'audace, de créativité et de stratégie en matière de syndicalisation afin de renforcer notre pouvoir collectif. J'ai été particulièrement ravie d'expliquer comment la Division du transport aérien a utilisé sa campagne « Le travail non payé, c'est du vol » pour mobiliser l'opinion publique et renforcer le pouvoir de ses membres, compliquant ainsi la tâche des employeurs et des gouvernements qui souhaitent s'immiscer dans nos luttes pour saper nos efforts collectifs. J'ai également profité de cette occasion pour parler de la résistance à l'ingérence gouvernementale dont font preuve nos 55 000 travailleuses et travailleurs des conseils scolaires de l'Ontario.

Cette conférence offrait une excellente occasion de partager l'expérience du SCFP avec des syndicalistes du monde entier et d'en tirer des enseignements à partir des stratégies novatrices mises au point au sein du mouvement syndical international.

Soutien aux communautés touchées par les feux de forêt

Cette année encore, des feux de forêt ont dévasté des communautés un peu partout au pays. Des membres du SCFP ont tragiquement perdu leur maison. En juillet, le CEN a adopté une motion visant à venir en aide aux communautés ontariennes touchées par les feux de forêt, par le biais d'un don de 50 000 \$ versé à trois organismes : Anishinabek Nation 7th Generation Charity, True North Aid et le Mikinakoos Children's Fund. En août, une motion similaire a été adoptée pour soutenir les communautés britanno-colombiennes; nous avons remis 50 000 \$ à Centraide et au Hardship Fund du SCFP-C.-B. Au cours de l'été, nous avons aussi invité les sections locales du SCFP à faire un don à notre Fonds national d'aide aux sinistrés pour nous permettre de répondre aux besoins des communautés touchées par des catastrophes de ce genre. Ces catastrophes se multiplient avec l'intensification des effets des changements climatiques. La solidarité et le soutien collectif sont plus importants que jamais.

Consultations budgétaires

C'est déjà le moment de l'année où nous devons commencer à nous pencher sur le budget de l'année prochaine. Mon bureau a commencé à planifier les consultations budgétaires qui auront lieu cet automne avec les membres de nos directions et les leaders des divisions. Nous préparons également le nécessaire pour évaluer les revenus du SCFP pour l'année à venir – un travail essentiel pour nous assurer de pouvoir planifier adéquatement nos activités et affecter nos ressources de façon stratégique. J'ai bien hâte de prendre part à ces discussions et de présenter les résultats à la réunion du Conseil exécutif national de décembre.

Négociations avec le personnel

Au cours de l'été, nous avons conclu une entente avec le SCD, qui représente nos directrices et directeurs. Les négociations ont été marquées par un dialogue constructif et une volonté partagée de parvenir à une entente juste et viable. Je tiens à remercier Jo-Ann Breton, présidente du SCD, ainsi que l'ensemble du comité de négociation du syndicat, pour leur collaboration et les échanges fructueux que nous avons eus tout au long du processus. Le CEN examinera et soumettra au vote la ratification de cette entente de principe lors de sa réunion de septembre.

Des rencontres auront lieu plus tard en septembre et en octobre dans le cadre du renouvellement des conventions collectives du SEC, qui représente les employées et employés confidentiels du SCFP, du SEPB, qui représente le personnel de soutien administratif à l'extérieur du Québec, et d'Unifor 2023, qui représente le personnel de soutien administratif au Québec.

Impact environnemental du congrès national de 2025

Le congrès national du SCFP de 2025, qui s'est tenu à Toronto, a généré environ 1 264,17 tonnes de CO₂, soit 27 % de moins qu'en 2023. C'est le niveau d'émissions le plus bas enregistré par Carbonzero à ce jour pour un congrès en présentiel. Cette réduction s'explique principalement par une baisse des émissions liées aux déplacements. Cette catégorie représente désormais 88,05 % de l'empreinte carbone totale, contre 93,7 % en 2023. La tenue du congrès à Toronto a permis à un plus grand nombre de personnes à voyager en voiture plutôt qu'en avion, ce qui a permis de réduire les émissions moyennes par participant. Les nuitées ont représenté 11,16 % de la contribution totale, tandis que les services d'utilité publique sur place et la gestion des déchets ont représenté respectivement 0,60 % et 0,19 %. À 95 dollars la tonne, compenser l'empreinte carbone de 2025 coûterait 120 096 \$.

Le SCFP a commencé à calculer ses émissions de carbone au congrès national de 2009, à Montréal. Deux ans plus tard, nous entamons notre collaboration avec Carbonzero, qui mesure notre empreinte carbone et investit nos paiements dans la plantation d'arbres et d'autres programmes de compensation.

En 2013, parce que certains projets de compensation étaient de type PPP, nous avons décidé de ne plus verser la compensation carbone à Carbonzero. Nous avons plutôt adopté la pratique consistant à faire des dons équivalents au coût de la compensation à des organismes environnementaux qui partagent les valeurs du SCFP. Il s'agit notamment d'organismes nationaux avec lesquels nous œuvrons directement, ainsi que d'organismes régionaux recommandés par les membres du Comité national de l'environnement.

En 2024, mon bureau a été chargé de réexaminer cette pratique, avec l'aide de la Direction des services nationaux et du Comité national de l'environnement, afin de déterminer si elle demeure le moyen le plus efficace d'encourager la réduction des émissions de carbone.

Le comité a évalué plusieurs solutions de rechange. Il recommande que, cette année encore, le SCFP verse ces fonds à des organismes qui partagent ses valeurs, à savoir le Conservation Corps/Green Team, EcoTrust Canada, le Regroupement des organismes environnementaux en énergie (ROÉE), la Southeast Environmental Association et l'Eastern Ontario Model Forest.

Pour les prochains congrès, le comité recommande d'envisager les approches suivantes :

1. Continuer de faire des dons à des organismes environnementaux (statu quo);
2. Investir cet argent dans des projets de développement durable au sein du SCFP;
3. Retourner à la compensation conventionnelle des émissions de carbone;
4. Apporter d'importants changements aux congrès dans le but de réduire les émissions;
5. Mélanger plusieurs de ces approches;
6. Créer un fonds national du SCFP pour l'environnement.

Un bref rapport exposant ces propositions est soumis au Conseil pour examen.

Bureau d'intervention et de prévention du harcèlement et des conflits (BIPHC)

Le BIPHC continue d'exercer ses activités dans un contexte complexe et chargé, ce qui oblige l'équipe à affiner et à renforcer la mise en œuvre de son programme tout en gérant un nombre important de dossiers. Il faut encore parfaire la compréhension des processus et des procédures du BIPHC et l'adhésion à ceux-ci au sein du personnel. En outre, le suivi des dossiers et des plaintes a été affecté par des retards dans le soutien informatique liés à la mise en œuvre de M-Files, un système qui ne sera probablement pas pleinement opérationnel avant l'automne.

Réalisations :

- Embauche d'une gestionnaire principale de cas, portant à 7 le nombre total de postes au sein du BIPHC.
- Formation de 23 membres du personnel du SCFP en médiation transformative.
- Mise en place de la Communauté de pratique en médiation. La coordination des dossiers de médiation est désormais opérationnelle au sein du BIPHC, avec des processus établis pour la réception des demandes, l'évaluation, l'affectation des médiatrices et médiateurs, leur préparation, les rencontres de suivi avec les parties, la médiation, la conclusion d'ententes et la détermination des résultats, le bilan avec la médiatrice ou le médiateur et la fermeture des dossiers.
- Repérage des défis liés à la mise en œuvre et intégration des commentaires concernant la Procédure d'intervention en matière de harcèlement et de discrimination, ce qui a permis d'adapter davantage le processus afin de le simplifier et de le renforcer.
- Élargissement considérable, partout au Canada, du réseau d'arbitres externes de la Procédure d'intervention en matière de harcèlement et de discrimination, grâce à un processus d'intégration structuré.

Assistance / service	Du 14 mai au 21 août	Pour l'année à date
Demandes d'assistance et prises de contact	Environ 113	91 entre le 18 février et le 13 mai
Cas actifs	176	171 entre le 18 février et le 13 mai
Processus d'intervention informels	Environ 53	55 entre le 18 février et le 13 mai
Médiations	9 lancées (8 en attente)	11
Plaintes relatives au code	3	3
Plaintes pour harcèlement et discrimination	23 plaintes / 40 plaignants	65
Nouveaux cas de résolution adaptable	0 (2 cas transférés au processus informel après ouverture)	
Nouveaux cas d'arbitrage	11 (dont 4 en attente de nomination)	19
Reconstruction d'équipes locales	5 en cours	8
Ombudspersonnes pour activités (5 activités)	17	2 transférés au BIPHC

CONFÉRENCES ET ACTIVITÉS NATIONALES

L'été a été productif. Nous avons organisé plusieurs réunions de comités nationaux, de services et de directions régionales. Nous préparons aussi de grands événements qui auront lieu à l'automne et au printemps.

Conférence du Conseil national des secteurs

La planification de la conférence du Conseil national des secteurs est bien avancée. Celle-ci se tiendra au Centre des congrès d'Halifax, du 23 au 26 novembre 2026. Les inscriptions ont débuté le 30 juin et se clôtureront le 29 octobre. Au moment de la publication de ce rapport, nous en avons 380.

Conférence du printemps 2027

La planification de notre conférence nationale de 2027 n'en est qu'à ses débuts. Celle-ci se déroulera du 1^{er} au 4 mars 2027 à l'hôtel Sheraton Centre Toronto. Le thème et l'ordre du jour de la conférence seront dévoilés sous peu.

ÉTATS FINANCIERS DU TRIMESTRE TERMINÉ LE 30 JUIN 2026

CAISSE GÉNÉRALE

État de la situation financière au deuxième trimestre

Actif : L'actif total de la Caisse générale au 30 juin 2026 était de 477,8 millions de dollars, comparativement à 459,7 millions de dollars au 31 décembre 2025.

Le solde bancaire était de 2,1 millions de dollars, en baisse de 3,7 millions de dollars par rapport au solde du 31 décembre 2025. Le solde bancaire inclut diverses réserves de liquidités destinées au congrès de 2027, aux prestations de retraite, au financement des avantages sociaux futurs, à l'entretien des propriétés et au Fonds pour les édifices régionaux.

Passif : Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 387,5 millions de dollars au 30 juin 2026, en hausse comparativement à 366,9 millions de dollars au 31 décembre 2025 et à 366 millions de dollars au 30 juin 2025.

Passif de capitalisation des avantages sociaux futurs : Selon la méthode où nous utilisons le taux de rendement prévu des investissements, le véritable passif tel que calculé par notre actuaire au 31 décembre 2025 s'élevait à 326,8 millions de dollars. L'écart entre la valeur projetée et la valeur réelle de nos engagements envers les ASFE pour 2025 sera lissé sur cinq ans, c'est-à-dire de 2025 jusqu'à l'exercice 2029.

Solde de la Caisse : Le solde de la Caisse au 30 juin 2026 se situait à 90,3 millions de dollars, dont 4,8 millions de dollars affectés comme suit : 2,3 millions de dollars à la Caisse de participation aux événements nationaux et 2,4 millions de dollars au Fonds pour les édifices régionaux. Avec ce qui reste du solde, nous avons investi 84,4 millions de dollars dans les immobilisations, ce qui laisse un solde non affecté de 1,1 million de dollars.

État des résultats au deuxième trimestre

Le déficit de fonctionnement pour le cumul de l'année s'élève à 2,5 millions de dollars.

Revenus : Les revenus s'élevaient à 152,6 millions de dollars pour le premier semestre de 2026, alors que la somme budgétée était de 151,3 millions de dollars. La capitation et les droits d'adhésion comptaient pour 151,3 millions de dollars du revenu total.

Dépenses : Le total des dépenses était de 155,1 millions de dollars, ce qui était supérieur de 2,9 millions de dollars aux prévisions budgétaires.

Les salaires sont essentiellement conformes au budget; les avantages sociaux courants le dépassent de 1,2 million de dollars, et les avantages sociaux futurs le dépassent de 1,9 million de dollars. Les salaires des directrices, directeurs et personnes conseillères sont supérieurs de 1,6 % (719 000 \$) au budget; ceux du personnel administratif et technique sont inférieurs de 6,5 % (621 000 \$) au budget. Les salaires du personnel de bureau sont inférieurs de 2,5 % (322 000 \$) au budget. Les remplacements de vacances dépassent le budget de 52,9 % (219 000 \$).

Dépenses de fonctionnement :

Voici quelques-uns des éléments les plus importants des dépenses de fonctionnement au 30 juin 2026 :

1. Les dépenses des programmes sont **inférieures** au budget de 1,3 million de dollars.
2. Les dépenses des comités nationaux sont **supérieures** au budget de 643 000 \$.
3. Les dépenses électorales sont **supérieures** au budget de 661 000 \$.
4. Les frais de voyage d'affaires sont **supérieurs** au budget de 1,9 million de dollars. Mon bureau est actuellement en train d'effectuer une analyse approfondie de ce poste de dépenses afin de mieux comprendre l'écart constaté.

CAISSE NATIONALE DE DÉFENSE

État de la situation financière au deuxième trimestre

Actif : Au 30 juin 2026, l'actif total s'élevait à 44,3 millions de dollars, comparativement à 42,9 millions de dollars au 31 décembre 2025 et à 42,6 millions de dollars au 30 juin 2025. Le solde de trésorerie au 30 juin 2026 était de 2,7 millions de dollars, en hausse de 1,6 million de dollars par rapport au 31 décembre 2025 et en baisse de 4,1 millions de dollars par rapport au 30 juin 2025. En outre, nous avons des placements totalisant 39,1 millions de dollars au 30 juin 2026, en hausse de 550 000 \$ par rapport au 31 décembre 2025.

Passif : Nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer totalisant 2,6 millions de dollars au 30 juin 2026, comparativement à 4,3 millions de dollars au 31 décembre 2025 et à 1,7 million de dollars au 30 juin 2025. Nous avons aussi un passif de 19,3 millions de dollars pour les campagnes à frais partagés, ce qui représente une augmentation de 600 000 \$ par rapport au 31 décembre 2025. Enfin, la Caisse nationale de défense devait une somme de 2,7 millions de dollars à la Caisse générale au 30 juin 2026.

Solde de la Caisse : Au 30 juin 2026, le solde de la Caisse nationale de défense était de 19,7 millions de dollars, en hausse de 1,8 million de dollars par rapport au 31 décembre 2025.

État des résultats au deuxième trimestre

Rappelons que le Conseil exécutif national a approuvé un déficit budgétaire d'un peu plus de six millions de dollars pour l'exercice en cours. Il s'agit d'une mesure visant à dépenser une partie de l'excédent accumulé dans la Caisse nationale de défense au cours des dernières années.

L'état des résultats affiche un surplus avant pertes non réalisées de 2 millions de dollars pour l'exercice en cours. Après les pertes non réalisées, le surplus est de 1,8 million de dollars.

Revenus : Les revenus de la Caisse pour le deuxième trimestre de 2026 s'élevaient à 9,8 millions de dollars. La capitation allouée à la Caisse au 30 juin 2026 s'élevait à 9,2 millions de dollars et les placements ont produit des intérêts de 678 000 \$.

Dépenses : Les dépenses de la Caisse totalisaient 7,9 millions de dollars se détaillant comme suit :

Campagnes à frais partagés : Les dépenses engagées au cours du premier semestre de l'année se sont élevées à 1 545 159 \$, comparativement à un budget annuel de 8,6 millions de dollars. Le présent rapport comprend également une récupération de coûts de 2,8 millions de dollars provenant de campagnes à frais partagés des années précédentes, clôturées au cours des six premiers mois de l'année, dont les fonds inutilisés ont ainsi été récupérés.

Grandes campagnes de recrutement : Les dépenses du premier semestre de 2026 s'élevaient à 2 060 060 \$ sur un budget annuel de 4 millions de dollars.

Initiatives nationales en matière de stratégie : Les dépenses du premier semestre de 2026 s'élevaient à 1 184 017 \$ sur un budget annuel de 2,8 millions de dollars.

Initiatives régionales en matière de stratégie : Les dépenses du premier semestre de 2026 s'élevaient à 1 209 809 \$ sur un budget annuel de 4,4 millions de dollars.

Postes temporaires de personnes conseillères syndicales : Les dépenses réelles du premier semestre de 2026 s'élevaient à 1 885 895 \$ sur un budget annuel de 4,4 millions de dollars.

CAISSE NATIONALE DE GRÈVE

État de la situation financière au deuxième trimestre

Actif : L'actif total de la Caisse nationale de grève était de 117,8 millions de dollars au 30 juin 2026, en baisse comparativement aux 122,5 millions de dollars enregistrés au 31 décembre 2025. Cet actif se composait de 2,1 millions de dollars en liquidités, de 2,5 millions de dollars en capitation à recevoir, de 321 000 \$ en comptes débiteurs et de 112,9 millions de dollars en placements.

Passif : Nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer totalisant 2,7 millions de dollars, comparativement à 2,4 millions de dollars au 31 décembre 2025. En outre, la Caisse nationale de grève devait une somme de 1,7 million de dollars à la Caisse générale.

Solde de la Caisse : Au 30 juin 2026, le solde de la Caisse s'établissait à 113,4 millions de dollars, contre 112,9 millions de dollars au 31 décembre 2025.

État des résultats au deuxième trimestre

Pour le premier semestre de 2026, la Caisse affiche un excédent de fonctionnement de 304 900 \$ avant des gains non réalisés de 190 000 \$, portant ainsi l'excédent à 494 000\$.

Revenus : Le total des revenus s'élevait à 12,4 millions de dollars, dont 9,2 millions de dollars consistaient en revenus de capitation affectés à la Caisse. Les revenus de placement s'élevaient à 3,2 millions de dollars.

Dépenses : Le total des dépenses au 30 juin 2026 était de 12,1 millions de dollars et se répartissait comme suit :

Dépenses consacrées aux grèves :	7 846 788 \$
Dépenses pour éviter une grève :	3 445 492 \$
Frais juridiques et d'arbitrage :	388 917 \$
Contestations judiciaires concernant les droits de négociation :	425 000 \$

GRÈVES ET LOCK-OUTS AU COURS DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE L'EXERCICE 2026

Les membres du SCFP exigent plus et mieux partout au pays. Au cours du deuxième trimestre de l'exercice, les sections locales suivantes ont été en grève ou en lock-out :

SCFP 5490 (transport aérien), Pascan Airlines
SCFP 1082 (N.-É.), St. Vincent's Nursing Home
SCFP 1183 (N.-É.), Harbournstone Enhanced Care
SCFP 1245 (N.-É.), Ocean View Continuing Care
SCFP 1259 (N.-É.), Admiral and White Hills Long Term Care Centres
SCFP 1416 (N.-É.), Maplestone Advanced Care
SCFP 1635 (N.-É.), Alderwood Guest Home
SCFP 1782 (N.-É.), Richmond Villa Nursing Home
SCFP 1876 (N.-É.), Northside Community Guest Home
SCFP 2007 (N.-É.), Bayside Home
SCFP 2094 (N.-É.), Seaview Manor
SCFP 2330-01 (N.-É.), Maritime Odd Fellows
SCFP 2648 (N.-É.), Queen's Manor
SCFP 3064 (N.-É.), Villa Saint-Joseph-du-Lac
SCFP 3099 (N.-É.), Roseway Manor
SCFP 3199 (N.-É.), Twin Oaks Senior Citizens Association
SCFP 3257 (N.-É.), Surf Lodge Nursing Home
SCFP 3618 (N.-É.), Ivy Meadows Continuing Care Centre
SCFP 3630 (N.-É.), Port Hawkesbury Nursing Home
SCFP 4940 (N.-É.), Parkland at the Lakes
SCFP 4965 (N.-É.), Celtic Court
SCFP 4970 (N.-É.), Bisset Court
SCFP 5032 (N.-É.), St. Anne Community and Nursing Care Centre
SCFP 5033 (N.-É.), Ryan Hall

SCFP 5248 (N.-É.), The Meadows
SCFP 2330-02 (N.-É.), Valley View Villa
SCFP 2503 (N.-É.), Shiretown Nursing Home & Ivey's Terrace Nursing Home
SCFP 5165 (N.-É.), The Magnolia Continuing Care Centre
SCFP 5183 (N.-É.), Grand View Manor
SCFP 2765 (N.-É.), Maple Hill Manor
SCFP 4919 (N.-É.), Lunenburg Home for Special Care
SCFP 3840 (N.-É.), Melville Lodge Nursing Home
SCFP 3454 (N.-É.), Shoreham Village Senior Citizens Home
SCFP 1485 (N.-É.), Inverary Manor
SCFP 2031 (N.-É.), Foyer Père Fiset
SCFP 1562 (N.-É.), Ronald C. MacGillivray Guest Home
SCFP 2330 (N.-É.), Glen Haven Manor
SCFP 301 (Qc), Ville de Montréal
SCFP 2722 (Ont.), Oxfam Canada

GRÈVES, LOCK-OUTS ET RÈGLEMENTS DANS LE TRIMESTRE EN COURS (T3)

Au moment de la rédaction de ce rapport, les sections locales suivantes étaient ou avaient été en grève ou en lock-out au cours du trimestre en cours :

SCFP 5490 (transport aérien), Pascan Airlines : 20 agentes et agents de bord en grève depuis le 28 octobre 2025.

SCFP 8125 (transport aérien), WestJet : 4 350 agentes et agents de bord en grève les 2 et 3 août 2026.

SCFP 2722 (Ont.), Oxfam Canada : 60 membres en grève du 11 juin au 24 juillet 2026.

SCFP 1978 (C.-B.), Health Employers Association of BC : 4 membres respectant la ligne de piquetage du Syndicat des infirmières et infirmiers de la Colombie-Britannique sur un lieu de travail donné, le 13 juillet 2026.

SCFP 15 (C.-B.), Ville de Vancouver : 1 membre respectant la ligne de piquetage du Syndicat des infirmières et infirmiers de la Colombie-Britannique sur un lieu de travail donné, le 7 juillet 2026.

SCFP 951 (C.-B.), Université de Victoria, 18 membres respectant la ligne de piquetage du Syndicat des infirmières et infirmiers de la Colombie-Britannique sur un lieu de travail donné, les 19 et 20 juillet 2026.

SEH (C.-B.) : Des sections locales du SEH ont été touchées par la grève du Syndicat des infirmières et infirmiers de la Colombie-Britannique et ont respecté les lignes de piquetage. Le syndicat national collabore avec le SEH afin de déterminer, le cas échéant, les paiements à effectuer par la Caisse nationale de grève.

RETARDS DANS LES PAIEMENTS DE CAPITATION

Pour le trimestre terminé en juin 2026, le total de la capitation en retard était de 18 215 473 \$, soit une augmentation de 5 846 238 \$ ou 47,3 % par rapport au trimestre précédent terminé en mars 2026. Le total des arrérages a augmenté de 25,1 % par rapport à juin 2025. En moyenne, l'arrérage par membre s'élève à 23,08 \$, contre 15,26 \$ en juin 2025. Ce montant est calculé sur la base d'une moyenne sur douze mois de 789 109 membres au 31 décembre 2025.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

Au cours du troisième trimestre de 2026, nous analysons et explorons des possibilités à Cornwall et Kingston, où nos installations ne répondent plus à nos besoins. Nous sommes également en pourparlers concernant d'éventuels nouveaux locaux à Corner Brook et à Langley.

Nous avons finalisé des contrats de location pour de nouveaux locaux à Peel, en plus d'avoir renouvelé notre bail à Niagara. Toutes ces transactions sont motivées par la croissance interne et par la nécessité de trouver des installations plus sûres et de meilleure qualité.

Nous avons plusieurs projets de construction à St. John's, Moncton, London, Hamilton, Peel, Medicine Hat, Saskatoon et Prince George. Nous avons également entamé la planification de rénovations majeures au bureau régional de l'Atlantique et démarré la reconfiguration du deuxième étage du bureau régional de l'Ontario. Par ailleurs, nous avons récemment achevé l'aménagement de nos nouveaux locaux à Sydney et y avons emménagé.

La croissance du SCFP au cours des dernières années a fait en sorte que plusieurs de nos installations actuelles ne sont plus adaptées aux besoins de l'organisation. Cette situation a entraîné une augmentation significative du nombre de projets de construction et de relocalisation, et exerce une pression considérable sur l'équipe de gestion des propriétés et des baux. Conformément au budget 2026, nous avons embauché une nouvelle personne coordonnatrice nationale à la construction qui rejoindra l'équipe début octobre. Cette capacité supplémentaire nous permettra de répondre à la demande croissante d'espaces de bureaux de grande qualité, tout en veillant à ce que nos installations continuent de répondre aux besoins de nos membres et de notre organisation.

RAPPORT SUR L'INFORMATIQUE

Système de gestion des relations avec les membres (SGRM)

L'équipe informatique a achevé d'importantes mises à niveau des modules Éducation et Gestion d'événements du SGRM. Celles-ci ont amélioré l'inscription aux ateliers, la production de rapports, l'accessibilité et l'ensemble de la gestion des événements. Ces bonifications visent à faciliter l'accès du personnel et des membres aux renseignements

relatifs aux formations et aux activités, ainsi qu'à permettre au personnel de gérer les programmes plus efficacement. Nous préparons aussi un nouveau processus de configuration des ateliers qui simplifiera davantage la création et la gestion de ceux-ci. Il sera disponible bientôt. Par ailleurs, le module en ligne sur les formulaires de grève a fait l'objet d'une phase pilote réussie, notamment pendant les sept semaines de grève de la section locale 2722. Cette expérience a démontré tout le potentiel du nouveau module pour les sections locales en grève.

Autres systèmes

Après son déploiement auprès des personnes conseillères en évaluation des emplois de l'Ontario et du Québec, la version 3 de JustPay poursuit son déploiement dans le reste du pays. Cela permettra à un plus grand nombre de personnes conseillères d'utiliser ces outils et processus. Quant au nouveau système de dons en ligne du Fonds pour la justice mondiale, il est presque prêt à être lancé. Il facilitera les dons et modernisera la gestion de ceux-ci. Par ailleurs, nous évaluons des options pour la gestion des actifs et des biens immobiliers, ainsi que pour la gestion des dossiers et des plaintes au Bureau d'intervention et de prévention du harcèlement et des conflits. Ces projets permettront de recenser les améliorations possibles au suivi de l'information, à la production de rapports et à la prestation de services dans ces domaines.

Gestion de l'information et opérations informatiques

Le nouveau carrefour de ressources en gestion de l'information a été lancé. Il offre au personnel un point central pour les ressources, les conseils, les outils et la formation en gestion de l'information. Cette plateforme vise à permettre au personnel de trouver plus facilement de l'information et à favoriser des pratiques de gestion de l'information plus cohérentes à l'échelle de l'organisation. Le déploiement des nouveaux appareils Logitech Rally Board et des ordinateurs portables de cette année est également terminé. Parallèlement, le service informatique se prépare déjà au déploiement des ordinateurs portables prévu pour 2027 et s'efforce d'améliorer la rapidité et l'efficacité de la mise à disposition du matériel aux nouveaux membres du personnel, afin que ceux-ci disposent plus rapidement de la technologie dont ils ont besoin dès leur arrivée au SCFP.

Sécurité de l'information et infrastructure

La sécurité de l'information reste une priorité essentielle. Nous menons des tests de sécurité du Système de gestion des relations avec les membres afin d'identifier et de corriger les failles potentielles afin d'en prévenir les répercussions sur nos membres ou notre personnel. Le service informatique examine également l'utilisation des outils d'intelligence artificielle au travail et évalue les informations sensibles stockées dans Microsoft 365 afin de garantir leur traitement approprié et sécurisé. Le SCFP a également terminé la migration de la gestion du réseau vers son équipe interne. La prise en charge de cette activité en interne permet au personnel du SCFP de bénéficier d'un meilleur contrôle et d'une meilleure visibilité sur le réseau de l'organisation, tout en renforçant les compétences internes et la capacité à réagir rapidement aux problèmes de réseau et aux besoins technologiques futurs.

ADMINISTRATION DES RETRAITES

Les relevés annuels pour 2025 ont été distribués à la fin du mois de juin.

Les paiements de protection des retraites contre l'inflation ont été effectués le 1^{er} septembre 2026, conformément aux dispositions du régime et à l'évaluation actuarielle au 1^{er} janvier 2026. Les prestations de retraite du RRES du personnel ayant pris leur retraite avant le 1^{er} janvier 2025 ont augmenté de 1,36 %, avec effet au 1^{er} janvier 2026. Pour les membres ayant pris leur retraite en 2025, cette augmentation a été appliquée au prorata.

Une lettre d'information présentant les modalités de cette indexation a été envoyée à tous les membres retraités au mois d'août.

Le Conseil de fiducie mixte se réunira les 9 et 10 novembre 2026 pour discuter des questions et des activités du régime de retraite.

Départs à la retraite

Jennifer L. Chrétien, Bureau régional de l'Alberta, 1^{er} juillet 2026
Carol Dufresne, Bureau régional de la Colombie-Britannique, 1^{er} août 2026
Lise Foster, Service de la recherche, 1^{er} octobre 2026
Chrystine Montplaisir, Bureau régional du Québec, 1^{er} octobre 2026
Sandford Lee, Bureau régional de la Colombie-Britannique, 1^{er} janvier 2027
Colin MacDougall, Bureau de North Bay, 1^{er} janvier 2027
Chantale Girard, Bureau régional du Québec, 1^{er} juin 2027
Annick Desjardins, Bureau du président national, 1^{er} février 2028.

Décès de Geraldine McGuire

Le 7 août, notre syndicat a perdu la consœur Geraldine McGuire, une pionnière dont le leadership a marqué le SCFP et des générations de syndicalistes. Ancienne secrétaire-trésorière nationale, Geraldine mettait son intégrité, sa détermination et son engagement envers les services publics dans tout ce qu'elle entreprenait. Durant son mandat à titre de secrétaire-trésorière nationale, le syndicat est passé à un modèle du calcul de la capitation fondé sur un pourcentage. Son travail a contribué à renforcer la capacité de notre syndicat à soutenir ses membres en grève, à assurer sa stabilité financière et à faire progresser la lutte pour l'égalité. Mais son héritage ne se limite pas aux structures qu'elle a contribué à bâtir; il vit aussi dans les personnes qu'elle a inspirées et dans les valeurs qu'elle a défendues tout au long de sa carrière syndicale. Son décès représente une immense perte pour notre mouvement. Nos pensées accompagnent sa famille, ses ami(e)s et tous ceux et celles qui ont eu le privilège de la connaître et de travailler à ses côtés. Nous rendrons hommage à son héritage en poursuivant l'œuvre à laquelle elle croyait et en menant le combat jusqu'au bout.

CONCLUSION

Cette période de grande incertitude va perdurer pour les travailleuses, les travailleurs et les communautés. Les pressions auxquelles sont confrontées les Canadiennes et les Canadiens ne sont pas les mêmes partout, pas plus que ne le sont les défis auxquels sont confrontés les travailleuses et les travailleurs au sein du mouvement syndical. La crise commerciale entre le Canada et les États-Unis touchera des secteurs et des collectivités plus directement que d'autres, mais l'incertitude générale engendrée par un gouvernement américain hostile aura des répercussions dans l'ensemble de l'économie. Qu'on travaille au public ou au privé, il y a de la houle à l'horizon. Nous devons rester attentifs aux effets de cette situation sur nos membres, leurs proches et leurs communautés.

Les Canadiennes et Canadiens montrent déjà qu'elles et qu'ils savent se serrer les coudes face aux pressions de nos voisins du sud. Ce sentiment d'unité nous rappelle à quel point la solidarité peut être source de grandes réalisations. Notre rôle, en tant que mouvement syndical, est de contribuer à transformer cette solidarité en actions concrètes : veiller à ce que les travailleuses et travailleurs soient protégés, à ce qu'on soutienne les collectivités et à ce que les gouvernements ne se contentent pas de faire bonne figure tout en demandant à la population de porter le fardeau. Les gens qui soutiennent notre pays au quotidien, en faisant leur travail, en assurant les services essentiels, en permettant à nos collectivités de fonctionner, méritent de savoir que les gouvernements les épauleront dans les moments difficiles. Le SCFP continuera de participer à cet effort, aux côtés de ses membres et des travailleuses et travailleurs de tout le Canada, pendant cette période trouble.

Respectueusement soumis par,

La secrétaire-trésorière nationale,



CANDACE RENNICK

:nf/sec